

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

14<sup>e</sup> ANNEE - N° 233  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 18 au 31 déc. 1976

## GUERRE SANS MERCI AU CAPITAL, MALGRE ET CONTRE L'OPPORTUNISME!

La bourgeoisie a frappé ces derniers jours trois coups d'importance. La dénonciation du contrat E.G.F. vient en même temps que la décision des licenciements massifs dans la sidérurgie et suit de près l'expulsion manu militari des ouvriers du Parisien Libéré.

Ces coups sont hautement significatifs. Reconduire le contrat E.G.F. et la clause d'augmentation automatique du pouvoir d'achat, même calculé sur la base des indices officiels grossièrement truqués, aurait signifié un recul du gouvernement au moment de la mise en application du plan Barre sur le plan salarial, plan dont le principal atout pour le secteur privé est l'intransigeance de la position patronale.

Le patronat avait besoin que l'Etat lui renouvelle l'assurance qu'il n'hésiterait pas à l'épauler par des interventions policières. D'où la décision de faire appliquer l'ordonnance de justice d'évacuer les locaux du Parisien Libéré, décision qui va au-delà des petites manœuvres partisans liées à la concurrence politique inévitable entre les clans gouvernementaux.

Cette intransigeance avait également besoin d'être soutenue par un vigoureux appel du patronat à ses responsabilités, à la discipline et à l'effort pour lutter contre la concurrence internationale en restructurant l'appareil productif. La sidérurgie donne l'exemple de ce qui a été décidé pour les besoins de l'« intérêt national ». Discipline et effort aussi devant la revendication ouvrière : là c'est le gouvernement qui donne le signal de l'attaque organisée, en ouvrant les hostilités à l'E.G.F., avant de les entamer aux Charbonnages.

L'exemple a déjà été suivi aux Chantiers de l'Atlantique, où la direction a lock-outé les 10.000 ouvriers à cause des protestations contre le non-renouvellement de l'accord salarial.

La décision a été longuement mûrie. La bourgeoisie et son gouvernement n'engagent donc pas la bataille à la légère : cela fait de longues semaines qu'ils pesaient le pour et le contre, étudiaient la manière de s'y prendre, car aucune attaque n'est exempte de risques. Et de ce point de vue, la quinzaine d'action du 15 au 30 novembre organisée par les syndicats a largement servi de test. Curieusement, les cahiers de revendications n'ont jamais été aussi timorés, note le **Nouvel Economiste** du 29-11, qui remarque également que jamais les conflits n'ont été moins nombreux que ces dernières semaines : « C'est un peu, ajoute-t-il, comme si la « grand-messe » du 7 octobre qui avait fait descendre plusieurs dizaines de milliers de fidèles dans la rue avait épongé la combativité ». Curieusement donc, c'est le calme apparent qui inquiète et non le bruit que font les organisations syndicales. Comme le remarque avec justesse un patron, cité par le même numéro du **Nouvel**

**Economiste**, à propos de la C.G.T., cette dernière « hurle contre les patrons mais elle se cramponne au tapis vert ». Ce qui donne des soucis à la bourgeoisie, ce n'est donc pas — on s'en doute — la politique des confédérations : « les syndicats d'E.G.F. disposent d'une force de frappe considérable : en coupant l'électricité, ils peuvent obtenir à eux seuls, en paralysant le pays, les effets d'une grève générale ». Mais « on peut être certain que la C.G.T., très largement majoritaire à l'E.G.F., et soucieuse de ne pas offrir une victoire politique au gouvernement, n'empruntera pas cette voie » (**Les Echos** du 22-11). La bourgeoisie s'attendait donc à deux journées d'action avec quelques coupures de courant, déclarées à l'avance inoffensives par la C.F.D.T. et par F.O., qui se gardent bien évidemment de proposer autre chose : « Reste à savoir, disaient **Les Echos**, si le mouvement pourra se maintenir dans le cadre limité que souhaite la C.G.T. ». Le danger, c'est bien l'éventualité d'une réaction ouvrière que l'opportunisme a pour tâche de circonscrire.

L'attaque de la police contre les locaux du Parisien Libéré aurait pu être le signal d'une contre-offensive ouvrière. D'ailleurs, une réelle solidarité s'est manifestée. Le sentiment était clair qu'il existait un lien entre cette attaque et la dénonciation proche du contrat E.G.F. Le secteur public et nationalisé a connu une certaine mobilisation, même les bonzes confédéraux s'en sont fait l'écho. Et ils se sont dépêchés de déclencher eux-mêmes des grèves là où c'était nécessaire et d'appeler à des manifestations afin de canaliser la réaction ouvrière. Leur but était que cette dernière puisse rester une simple protestation contre les « attaques au droit de grève garanti par la Constitution » (sic) comme si ce n'était pas non plus en vertu de cette même Constitution que les C.R.S. matraquent les ouvriers.

La veille de la grève de solidarité du 3 décembre lancée en prévision de l'attaque policière, Séguy a déclaré : « Rarement la situation aura été aussi bloquée » (voir **Le Monde** du 3-12), mais c'était pour ajouter que « la C.G.T. ne prendra pas d'initiatives inconsidérées qui pourraient troubler la sérénité des consultations électorales à venir » (si on regarde bien on est toujours à la veille des élections !). En bref, le conflit du Parisien ne devait en aucun cas servir de catalyseur à une réaction de classe.

C'est pourquoi, dès la fin de la manifestation de lundi, tout le monde au travail ! — même s'il

### DANS CE NUMERO

- Bourgeoisie et opportunisme voudraient que la classe ouvrière forge elle-même ses propres chaînes (2).
- La lutte contre le militarisme bourgeois (1) : militarisme et révolution.
- Après l'intervention de la police au « Parisien Libéré » : quelques leçons du conflit du Livre.
- L'impérialisme français persécute les révolutionnaires — Carnets tricolores.
- A bas la famille ! Vive le marché ?
- Solidarité avec les ouvriers polonais.

a fallu par endroits déployer des trésors de persuasion. Séguy présentait comme une « grande victoire » l'ouverture de négociations dans le Livre sous l'« arbitrage » du gouvernement qui venait de chasser les ouvriers et avec un patron qui affirme qu'il n'a rien à négocier !

Le même gouvernement n'avait donc pas de mal à dénoncer, quatre jours plus tard, le contrat E.G.F. Selon les prévisions, les deux journées d'action sont donc, au moment où nous écrivons, lancées par le front syndical de toutes les fédérations « pour exiger l'ouverture, dès les premiers jours de 1977, de discussions salariales, hors de tout carcan et de tout préalable ». (suite page 2)

## Du tact, Señores, du tact !

C'est certain, l'Espagne n'a pas encore la démocratie, mais il y a là déjà bien en place les partis « ouvriers » qui se réclament de la « lutte » contre le régime, mais qui — au nom du crétinisme parlementaire — sont prêts à tous les accords pour garantir la continuité de l'Etat et son adaptation au formalisme démocratique.

C'est ainsi que le P.C.E. a mené, à propos de la réforme politique approuvée par les Cortes franquistes, une « campagne » d'opposition « intransigeante », alors même que S. Carrillo, d'après ses propres dires (*Cambio 16* du 12-12-76), s'auto-imposait une retraite forcée à Madrid, pour éviter de provoquer les « ultras » et épargner des problèmes au gouvernement Suarez lors de l'approbation de la réforme. Dans le même esprit, il est prévu que Sanchez Montero, dirigeant du P.C.E., participe à la commission de négociation de l'opposition avec le gouvernement pour l'organisation des prochaines élections dans le cadre de la réforme, une réforme à laquelle par ailleurs le P.C.E. déclare s'opposer en préconisant l'abstention lors du plébiscite du 15 décembre qui doit la sanctionner.

De la même manière, l'Espagne possède déjà ses syndicats à l'européenne, tricolores, respectueux de l'économie nationale, sachant jouer ce jeu qui consiste à lancer des « déclarations de guerre » au gouvernement et aux capitalistes, tout en faisant de leur mieux pour torpiller les mouvements ouvriers, à appeler à des « journées de mobilisation » tout en sabotant les possibilités d'une action large et unitaire. Qu'on en juge.

Au mois d'octobre, le gouvernement Suarez a mis en place un plan d'« austerité » entraînant le blocage des salaires et la libéralisation... de la mise à pied des travailleurs des entreprises. Ce plan a provoqué les « foudres » de l'opposition officielle : pour les uns, il s'agissait de décharger sur les travailleurs les frais de la profonde crise économique espagnole... sans négociations préalables avec les syndicats semi-officiels ; pour les autres — et cela revenait au même — c'était un plan utopique, l'« austerité » exigeant l'adhésion « volontaire » des ouvriers grâce à un « pacte social » démocratiquement établi.

A la réunion de la Coordination des Organisations Syndicales (C.O.S.), les Commissions Ouvrières (pro-P.C.E.), l'U.G.T. (socialiste) et l'U.S.O. (« autogestionnaire ») appelaient, le 12 novembre, « en riposte aux mesures du gouvernement, à une journée de mobilisation massive, unitaire, responsable et pacifique ». Le P.C.E. faisait écho : « L'opération contre les travailleurs a été parfaitement montée. On ne la démontera que si les travailleurs réagissent comme un seul homme contre les mesures du gouvernement. Il est urgent de lutter contre ces mesures, parce que, si on ne lutte pas, les prochaines mesures seront encore pires. Le 12 novembre commence cette bataille fondamentale » (*Mundo Obrero*, 27-10-76). Ayant brandi la hache de la guerre... symbolique, M. Camacho s'empressait d'ajouter : « Nous voulons que la journée du 12 soit pacifique et l'arrêt de travail de 24 heures seulement. Nous n'avons pas l'intention de couler l'économie » (*Cambio 16*, 15-11-76). Ce qu'ils ont l'intention de couler, c'est la lutte ouvrière. L'éditorial de cet hebdomadaire le dit en toutes lettres une semaine plus tard :

« Le sous-secrétaire de l'Intérieur le savait, tous les organes d'information le savaient, comme le savait toute la classe politique, les grands syndicats de l'opposition ont essayé par tous les moyens, pendant les jours qui précèdent la grève, de la limiter au maximum, de la maintenir en sourdine, pour ne pas créer de difficultés au gouvernement. C'est pour cela qu'ils ont donné le mot d'ordre de ne pas sortir des usines ; c'est pour cela qu'ils ont réduit [encore !] (suite page 3)

## La lutte contre le militarisme bourgeois (1)

### Militarisme et révolution

« Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? » Cette question que pose Lénine dans l'Impérialisme (*Œuvres*, tome 22, p. 309) contient l'opposition entre la méthode marxiste et la méthode démocratique.

Comme l'explique Lénine, l'impérialisme et les misères qu'il engendre font naître une opposition qui dénonce le caractère criminel de l'oppression des colonies et des nations plus petites, qui dénonce les trusts et les crises, les guerres et le militarisme, mais pour faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Du point de vue théorique, cette opposition nie le lien existant entre l'impérialisme, les trusts, le développement de l'oppression et du militarisme et les fondements du capitalisme. L'importance de cette opposition démocratique à l'impérialisme, des « derniers Mohicans de la démocratie », comme les appelle Lénine en les raillant, tient au fait que, au lieu de prendre le contrepied de ce courant « petit bourgeois, réformiste, réactionnaire sur le plan économique » et qui réduit la lutte

politique à des « vœux innocents » pour que le capitalisme cesse d'être le capitalisme, l'opportunisme ouvrier se met à sa remorque, sert de pont pour faire pénétrer dans le prolétariat cette idéologie impuissante de quakers.

La méthode révolutionnaire doit donc être restaurée contre les ravages du démocratismisme qui, à l'époque, étaient loin d'être aussi graves qu'aujourd'hui. Un exemple de cette méthode incompréhensible pour les immédiatistes qui s'imaginent justement trouver dans les démocrates bourgeois des alliés pour le mouvement prolétarien, est justement donné par Lénine quand il fait la critique du mot d'ordre de désarmement lancé par le pacifisme et l'opportunisme... en pleine guerre impérialiste !

« C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas ce genre de développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais comment luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme ! » (Lénine, *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, *Œuvres*, tome 23, p. 89).

(suite page 4).

## Carnets tricolores

● La répression continue de plus belle contre les comités de soldats. De nouvelles dizaines de soldats sont frappés par la hiérarchie militaire à Landau, Neustadt et Karlsruhe, après ceux de Radstadt, Baden et Breisach dont — par un étrange hasard — personne n'a parlé. Quelle meilleure démonstration de la vitalité de la lutte de résistance dans les casernes ? D'ailleurs la J.C., qui peste comme on sait contre le gauchisme et l'antimilitarisme a été contrainte de porter récemment la revendication du prêt du soldat à 550 F par mois.

C'est le moment qu'a choisi le P.S. pour réaffirmer sa condamnation sans appel des comités de soldats et la confédération C.F.D.T. pour suspendre l'Union départementale de la Gironde pour son entêtement à ne pas vouloir abandonner totalement les soldats. Mais qui donc aide ces comités ? Jusque dans les journaux d'« extrême gauche » paraissent des appels au secours d'anciens soldats clamant leur isolement et se plaignant de l'absence de soutien réel de la part des comités civils (I.D.S., C.D.A., C.A.M., etc.) et ces camarades sont désespérés de se heurter à un mur dès qu'il faut organiser une aide matérielle... Bien sûr on ne peut attendre que cette « extrême gauche » se remue et prenne des risques dès lors qu'elle est vigoureusement condamnée par la sacro-sainte opinion publique...

Et pourtant les soldats, les travailleurs sous l'uniforme qui luttent n'ont jamais eu autant besoin de l'entière solidarité — politique et matérielle — des prolétaires des usines, une solidarité active, réelle et sans tapage.

● L'Humanité du 10 décembre nous explique que « tout justifie la nationalisation de la sidérurgie. Tout » et d'abord, naturellement, « la justice » !

On apprend ainsi que « nos » usines ne travaillent qu'à 50-65 % de leurs capacités. Or la consommation d'acier par habitant n'est que de 591 kg en France pour 707 kg en Allemagne : voilà pour les besoins mais les besoins de qui, à propos ? Evidemment pas ceux des ouvriers mais des capitalistes allemands qui exportent plus de 60 % de leurs machines à l'étranger. De quoi faire rêver nos boutiquiers qui ont troqué l'internationalisme prolétarien contre celui du portefeuille : quand on pense qu'avec une bonne politique, « la France pourrait se tourner vers les 130 pays obligés d'acheter de l'acier » parce qu'ils n'en produisent pas !

Produire plus, vendre plus ! Quel magnifique programme dont on veut faire croire à l'ouvrier qu'il en profitera, en lui cachant qu'il suppose une concurrence plus forte sur le plan international ! C'est tellement vrai que le P.C.F. affirme que sa politique ne peut être mise en œuvre qu'en arrachant « notre potentiel national » aux griffes du cartel européen de l'acier et de l'impérialisme allemand... par la nationalisation, au profit de... l'impérialisme français !

Les faux communistes se placent du côté de leur bourgeoisie dans la guerre commerciale et tentent de soumettre le prolétariat à ses intérêts sordides. Les vrais communistes luttent pour leur part dans tous les pays contre « leur » bourgeoisie, aujourd'hui pour résister aux effets catastrophiques de la crise, demain pour s'émanciper ensemble du capitalisme.

# Guerre sans merci au capital !

(suite de la page 1)

Il est presque inutile d'insister sur le fait que la grève est prévue pour négocier quinze jours plus tard, à l'abri de la pression des ouvriers, et sans aucun objectif salarial précis. Cela permettra encore de faire passer n'importe quelle miette pour un succès ; ou bien cela donnera l'occasion à une partie des syndicats de rompre le « front syndical » posé de plus en plus comme un préalable à la lutte par la C.G.T. et la C.F.D.T., ce qui revient à préparer les justifications pour ne rien faire contre l'attaque gouvernementale.

La brillante stratégie des confédérations consiste donc à ne pas mener le combat, à ne pas répondre aux attaques de l'adversaire, sous prétexte que cela entrerait dans son jeu. Elle consiste à remplacer la lutte, son organisation et sa préparation par de grandes phrases démagogiques : par exemple, la C.G.T. lance une campagne pour qu'à la fin décembre tout le monde ait un salaire minimum de 2000 F et le 13<sup>e</sup> mois, ce qui revient à demander pour une bonne partie des prolétaires une forte augmentation de salaire ; mais aucune action n'est prévue, sauf peut-être des pétitions et des cartes postales aux patrons, aux maires, préfets, et parlementaires.

La grève n'est pas conçue comme une arme de classe mais comme une soupape de sécurité dans l'espoir que se relâchent la pression et le mécontentement des larges couches d'ouvriers. Elle n'est maniée en fin de compte que comme un moyen de démontrer qu'elle est inutile.

Avant même que la grève de l'E.G.F. ne soit engagée, le conflit de Saint-Nazaire a servi de test. Les ouvriers ont riposté au lock-out en occupant le pétrolier Bellamy, empêchant ainsi sa livraison : quel formidable moyen de pression se donnaient-ils ainsi ! Le week-end a même été l'occasion d'un afflux aux chantiers de 15000 personnes pour contrer une éventuelle intervention de la police. Mais l'opportunisme n'est pas pour l'affrontement : le lundi matin, il s'est ingénié à convaincre les travailleurs que c'était seulement en abandonnant l'occupation qu'on pouvait « faire avancer la négociation ». Bien entendu de leur côté, les patrons n'ont ainsi pu en à renoncer à l'arme du lock-out. En dépit des résistances, les directions syndicales ont pu faire passer leur politique de capitulation, — « dans un souci de réelle ouverture » —, politique qui affaiblit et désorganise les ouvriers en laissant ses atouts à l'adversaire.

Il est clair qu'une telle tactique couplée à la politique d'intimidation policière de la bourgeoisie est un puissant moyen pour maintenir les larges masses ouvrières sur un terrain légaliste, pour les conforter dans l'illusion non seulement que la lutte parlementaire et l'arrivée d'un gouvernement de pauche peuvent permettre d'éviter la lutte des classes, mais encore que c'est la seule perspective.

Cette politique serait cependant impossible si pouvait se constituer librement, parmi les rangs ouvriers, une force qui se fixe pour but de regrouper, derrière les prolétaires les plus combattifs conscients de la né-

cessité de la lutte ouverte et frontale contre le capitalisme, de larges couches ouvrières et de les arracher, à travers la lutte elle-même et pour ses exigences, à l'influence catastrophique de l'opportunisme politique et syndical.

Il n'y a donc rien d'étonnant si l'offensive patronale et gouvernementale contre les conditions de vie, de travail et de lutte, à laquelle les bureaucraties syndicales et les partis de gauche n'opposent que de tranquilles protestations dans l'attente d'un changement de majorité parlementaire, se double d'une offensive parallèle des bureaucraties syndicales contre tous les éléments combattifs qualifiés de « gauchistes » : après l'I.M.R.O., les Câbles de Lyon, Berliet et la F.N.H.E.T., la dissolution des U.L.-C.F.D.T. du 8<sup>e</sup> et du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris et de bien d'autres moins connues, la dernière en date des prouesses bureaucratiques est la « suspension » de l'U.D.-C.F.D.T. de la Gironde — rien que ça ! — pour crime officiel de désaccord avec l'orientation majoritaire cachant le crime bien réel, lui, aux yeux des laquais des patrons et de l'état-major, d'aide aux comités de soldats.

La catastrophe serait que les bureaucraties syndicales puissent parvenir à briser les liens bien fragiles tissés entre les prolétaires combattifs et des couches plus vastes de prolétaires, syndiqués et non syndiqués, en réussissant à mener sans résistance sérieuse leur chasse aux sorcières dans les syndicats.

La catastrophe serait, pire encore, que les ouvriers qui se heurtent à l'opportunisme, mais qui ne sont nullement préparés à cette bataille par une « extrême-gauche » sujette à toutes les oscillations brusques qui la font passer de l'ultimatum bavard en temps calme au suivisme le plus plat à l'heure de la lutte, que ces ouvriers donc, par manque de perspectives politiques et par découragement, se réfugient dans un anti-syndicalisme de principe aussi inefficace que malheureusement trop compréhensible, qui laisserait le terrain libre aux agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Plus que jamais le front uni bourgeoisie-opportunisme fonctionne. Plus que jamais les exigences de la lutte prolétarienne appellent à la lutte ouverte contre l'austérité bourgeoise. Plus que jamais surgit de cette lutte le besoin d'un véritable front de classe prolétarien dont notre parti se montrera, même avec ses forces modestes et à une échelle encore bien trop limitée, un artisan indéfectible.

## Après l'intervention de la police au « Parisien Libéré »

# Quelques leçons du conflit du Livre

L'évacuation par les flics du Parisien Libéré marque un pas de plus dans l'offensive générale menée contre l'ensemble des travailleurs du Livre. L'appareil opportuniste a crié victoire parce que « la résistance à la négociation avait été brisée » (L'Humanité du 9-12). En fait, il ne faut pas se leurrer. Malgré une combativité formidable qui s'est déjà traduite avant le conflit du Parisien Libéré par les luttes très dures, entre autres, de Larousse, de la Néographe, de Lang, Chaix, Caron-Ozanne, de l'I.M.R.O., le bilan s'avère aujourd'hui bien maigre. D'un point de vue économique bien entendu : les suppressions d'emplois se sont succédées (plus de 15 000 depuis 1969 pour la seule région parisienne), mais il n'est pas dit qu'il soit toujours possible de vaincre économiquement. Le bilan le plus grave est le bilan syndical car partout les grévistes ont pu être expulsés et le syndicat s'est complètement aplati devant les exigences patronales, notamment avec le fameux accord de juillet 76 qui n'est autre qu'un plan de licenciement.

Ce n'est ni la force ni le courage qui ont manqué à ces travailleurs, mais leur volonté de lutte s'est trouvée à chaque instant entravée (sinon, comme à l'I.M.R.O., ouvertement sabotée) par l'orientation que leur imprimait la F.F.T.L., syndicat qui combine les traditions de l'opportunisme stalinien et du corporatisme le plus rétrograde.

La position privilégiée des tra-

vailleurs du Livre s'appuyait sur une véritable alliance passée avec le patronat, par laquelle le syndicat se chargeait de lui fournir le nombre d'ouvriers dont il avait besoin, et assurait leur formation professionnelle (y compris des examens d'aptitude) et leur affectation. Ce système présentait un grand intérêt pour les patrons de la presse (dont le moindre n'était pas de leur garantir la paix sociale) et ils l'ont entretenu, quitte à accorder des salaires plus élevés. Mais la contrepartie de ce monopole est la division des travailleurs ; les avantages des uns étant obtenus par l'alliance avec le patron contre les autres alors que les besoins de la lutte prolétarienne exigent que les catégories les moins défavorisées luttent pour l'égalité des avantages et des droits pour les plus exploités. Les résultats de cette division sont l'absence de force réelle le jour où le patron qui est le seul à bénéficier réellement de l'alliance dénonce cette dernière.

C'est ce qui s'est passé du moment que sont apparues de nouvelles techniques permettant de se passer du personnel qualifié jusqu'ici demandé et de le jeter proprement à la rue, avec tous ses « avantages acquis ». Il est clair que dans cette affaire le syndicat jouait avant tout le rôle de larbin, un rôle qu'il continue à tenir jusqu'au bout quand il déclare aujourd'hui, à travers Ségué, ne pas faire un préalable de la question du monopole de l'embauche (mainte-

nant que le patron n'en a plus besoin...), ou qu'il demande l'évaluation en commun avec la direction du personnel qui devra être licencié.

C'est toute cette pratique, acquise sur un long passé de collaboration de classe qui s'est opposée aux besoins réels de la lutte des ouvriers de la presse.

Ainsi il aurait fallu, c'est l'abc de la lutte de classe, élargir au maximum le mouvement. Toutes les conditions existaient d'ailleurs pour cela puisque la restructuration du Livre touche l'ensemble de cette industrie, non seulement en France mais dans beaucoup d'autres pays et qu'un véritable courant de solidarité s'est dessiné en particulier parmi les travailleurs qui voient leur emploi menacé. Mais comment le réaliser avec des mots d'ordre comme celui de « rapatriement des travaux à l'étranger », mot d'ordre dirigé en réalité non contre les patrons qui y ont intérêt, mais contre d'autres catégories ouvrières ? Comment, dès lors, se défendre contre Amaury faisant imprimer son journal en Belgique ? On lui avait au contraire frayé la voie. Et sur quelles bases, également, combattre le sabotage par les jaunes de F.O. embauchés lors du lock-out ? Au nom de quelle solidarité puisqu'on leur avait toujours opposé le monopole syndical de l'embauche ? A quoi il faut ajouter l'attitude ultra-sectaire et boutiquière du P.C.F., interdisant toute approche d'autres organisations et contribuant ainsi à fermer encore le mouvement.

Une série d'impasses, donc, sur lesquelles le mouvement ne pouvait que se briser. La solidarité réellement existante n'a pu s'exprimer que sous sa forme la plus négative, celle qui gênait le moins le patron et épuisait le plus les ouvriers, les 10 % de retenue sur les salaires reversés à ceux du Parisien. Par contre on n'a jamais tenté de bloquer les autres titres du trust Amaury (tel L'Equipe), c'est-à-dire à la fois d'établir une solidarité active de lutte avec les

autres ouvriers et d'engager une réelle épreuve de force avec la direction. Les journées d'action de la presse n'ont jamais été conçues que comme des tentatives de pression indirecte sur la direction du Parisien Libéré à travers les autres organes de presse, comme des protestations visant à mobiliser l'opinion. Car dans la bonne tradition opportuniste, selon laquelle les rapports normaux entre les classes sont ceux de la conciliation, le syndicat n'a jamais cherché qu'à quémander au patron un nouveau compromis. D'un bout à l'autre de la lutte tout a été dirigé vers la négociation à tout prix. D'où des erreurs monstrueuses de tactique. On a ainsi engagé la lutte deux mois après qu'Amaury ait fait connaître ses projets de licenciement, après qu'il ait mis en place tout son dispositif d'édition pirate et établi le lock-out du Parisien...

Au total un gaspillage formidable d'énergie prolétarienne et d'une magnifique solidarité exprimée dans le soutien financier et dans les nombreux arrêts du travail dans le Livre, gaspillage dont la leçon doit être tirée.

L'opportunisme, dit Lénine, « consiste à sacrifier les intérêts de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, en l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat ». Mais lorsque sous les coups de boutoir du capital l'aristocratie ouvrière se trouve menacée, l'opportunisme se montre incapable de défendre non seulement les miettes acquises mais même les intérêts vitaux de ces couches. Pour elles, comme pour l'ensemble du prolétariat, la solution est claire : renouer avec la tradition classiste. Et il faut saluer les travailleurs de l'I.M.R.O. qui ont rompu résolument avec le chauvinisme et l'égoïsme catégoriel en refusant les mots d'ordre honteux de la F.F.T.L. et montré sur ce plan à leurs camarades la voie à suivre.

presse internationale

il programma comunista

programme communiste

PRENSA EN LENGUA ESPAÑOLA

PARTIDO Y CLASE

Sumario :

Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920

Partido y clase - 1921

Partido y acción de clase - 1921

El principio democrático - 1922

Dictadura proletaria y partido de clase - 1951

La inversión de la praxis - 1951

Partido revolucionario y acción económica - 1951

El ejemplar : 8 F.

## RÉUNION PUBLIQUE A ANGERS

Le mercredi 22 décembre, à 20 h 30, cinéma « Le Bon Repaire », 12, boulevard Gaston-Dumesnil.

## LIBAN, AFRIQUE DU SUD

L'exigence de la solidarité prolétarienne

# Bourgeoisie et opportunisme voudraient que la classe ouvrière forge elle-même ses propres chaînes (2)

(Dans la première partie de cet article, parue dans Le Proletaire, n° 232, nous avons montré comment les économistes du P.C.I. théorisent ouvertement — mais ceux du P.C.F. n'en sont pas loin —, avec toutes ses conséquences pratiques, la vision que Marx avait déjà démolie dans Travail salarié et capital : le prolétariat comme pure et simple « classe du capital », composante du « Pays », et qui doit travailler ainsi seulement à forger ses propres chaînes).

Le prolétariat sait donc à quoi s'en tenir : une compression des salaires, mais « pas exclusive », puisqu'il faudra agir au moyen des impôts (!) également sur les profits et les revenus non salariaux ; une « compression de la consommation », mais pas limitée au seul prolétariat, et répartie au contraire également [sic!] sur les diverses « sources de revenus » ; une « augmentation de l'accumulation » c'est-à-dire une extension de la richesse qui selon Marx, ce théoricien d'un autre âge, « lui est étrangère et le domine », mais qui, selon certains, se révélerait aujourd'hui comme une puissance amicale et serviable.

Que personne n'aille voir dans tout cela la claire perspective d'une « exploitation accrue du travail vivant par le travail mort ». Jamais de la vie ! Les experts en économie qui ont poussé sur le tronc du « socialisme à visage humain » (ou européen, c'est pareil), ont découvert dans les circonvolutions de leurs cerveaux que « l'augmentation de la productivité » qu'ils souhaitent « ne repose pas sur une augmentation toujours possible mais temporaire (!) de l'exploitation, mais sur l'introduction de nouvelles techniques de production ». C'est dire que cette introduction de nouvelles techniques et cette augmentation de la productivité ne sont pas, comme le prétend la vieille théorie marxiste, un moyen pour réduire le travail nécessaire et augmenter le travail non payé, la plus-value, ou plutôt pour compenser (et largement) la diminution de la plus-value absolue par une augmentation de la plus-value relative : que non ! c'est un moyen pour alléger le travail de l'ouvrier et donc... réduire l'exploitation !

Tout est donc mis en œuvre pour que le processus d'accumulation capitaliste (adjectif que nos Pontifes du P.C.I. évitent : c'est qu'il s'agit, voyons ! de l'accumulation « du revenu ou du produit national », ce patrimoine commun !) se développe librement sans les entraves que constituent le déficit chronique du budget, la persistance de revenus de type parasitaire, l'insuffisance des incitations à l'investissement public et même privé, l'arriération des mécanismes fiscaux, le déséquilibre séculaire entre le Nord et le Sud, l'affaiblissement du pouvoir législatif face à l'exécutif. Comme l'explique Marx, ce processus d'accumulation intensifiée et de productivité croissante implique d'une part « un certain niveau de l'emploi mais au prix d'une augmentation beaucoup plus considérable de la surpopulation relative, c'est-à-dire de l'armée industrielle de

réserve, ou du chômage flottant, latent et constant ».

« L'armée industrielle de réserve, peut-on lire aussi, est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement [tout ce dont rêvent nos Pontifes, et avec eux tous les bourgeois], donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail sont plus considérables » (Marx, Capital, I, ch. 25, §4). Telle est « la loi absolue de l'accumulation capitaliste ». Mais ceci, ceux qui crient « Accumulez ! Accumulez ! » l'ignorent ou le cachent. Pour eux, c'est le prix qu'il faut payer en échange du bien suprême : « l'accroissement de la richesse sociale » ! D'autre part, l'accroissement de la compétitivité des marchandises nationales, acquise par l'augmentation de la productivité — au moment où, pour sortir d'une crise mondiale, tous les pays augmentent également leur compétitivité — ne peut qu'engendrer de nouveaux engorgements des marchés, de nouvelles crises et de nouveaux efforts pour en sortir avec des moyens qui ne peuvent que créer les conditions de crises plus grandes sur une plus grande échelle. Mais ceci ne compte pour rien, et ne trouble pas la tranquillité des Pontifes de l'économie

vulgaire encore une fois remise au goût du jour, tant ils sont imbus de l'Evangile bourgeois, qui repose, comme dit encore Marx dans Travail salarié et capital, sur la loi « qui contraint le capital à tendre toujours les forces de production du travail, et une fois qu'il les a tendues, la loi qui ne lui accorde aucun repos et lui murmure continuellement à l'oreille : Marche ! Marche ! ».

Les ouvriers peuvent bien crever : vive l'accumulation élargie, promue et dirigée par les « représentants des travailleurs » ! Enfin, un tel modèle de production implique évidemment un gigantisme croissant de la machine d'Etat (qu'on prétend au contraire alléger), dans la mesure même où on l'érige en puissance animatrice, disciplinatrice, planificatrice d'une économie par nature indisciplinable, anarchique, débordant tous les plans — si bien que l'on fait peser sur le dos des prolétaires non seulement le poids écrasant du capital accumulé, mais aussi celui, encore plus lourd, d'un appareil répressif devenu gigantesque. Mais, encore une fois, tout cela ne fait ni chaud ni froid à nos Pontifes : ils sont là pour assurer le consensus démocratique devant l'offensive bourgeoise contre les conditions de vie et de travail des ouvriers.

## La voie de la reprise de classe

On ne peut imaginer exemple plus éclatant de tentative pour réduire la classe ouvrière aujourd'hui et pour toujours à l'état de « classe pour le capital », de mère nourricière et non de fossoyeur du « progrès capitaliste », de classe qui « n'est rien si elle renonce à être révolutionnaire ». On ne l'appelle même pas à défendre son misérable salaire : le salaire n'est qu'une des variables dont dépendent les équilibres du Pays. Ou bien on le défend en portant remède aux déséquilibres de l'harmonieuse baraque commune (ou plutôt on attend que le salaire s'améliore grâce à une pluie de décrets de programmation, restructuration, reconversion, investissement, financement, etc.), ou bien on est « corporatiste » ! On ne devrait même pas se battre pour la réduction de la journée de travail : on devrait au contraire demander l'honneur de la maintenir au niveau actuel en intensifiant la charge de travail entre la sonnerie de l'entrée et celle de la sortie. Que signifie d'autre, en effet, une « productivité accrue » ? (et il est caractéristique que la revendication,

pourtant élémentaire dans l'histoire de la lutte de classe, d'une réduction de la durée du travail ne figure jamais, fût-ce à la toute dernière place, dans le vocabulaire pourtant si riche de ces messieurs). La classe ouvrière ne serait plus une classe en lutte contre les autres classes : « Nous, déclaré Lama pour la C.G.I.L., nous ne sommes pas pour l'affrontement » (La Stampa, 7-10-76) et il ajoute, en sachant bien que les dirigeants de Sa Majesté le Capital ont tout autre chose en tête : « C'est le gouvernement qui choisirait l'affrontement » ! A travers ses porte-parole, le prolétariat ne chercherait dorénavant que le « dialogue », la « concertation », avec son « partenaire social ». Il avancerait des « revendications concrètes », « sur lesquelles il attend des réponses concrètes », tout prêt qu'il est à conseiller l'entreprise-Etat et l'entreprise tout court sur le meilleur moyen d'élever la productivité du travail et la compétitivité des marchandises, et à se laisser à son tour conseiller sur la meilleure méthode pour produire mieux et plus. L'arène de la lutte de classe remplacée par le tapis vert du petit train-train diplomatique syndical-gouvernement-patrons : voilà ce que font nos réformistes dernier cri.

Selon eux, le prolétariat ne poursuit, ne peut poursuivre d'objectifs contingents qui lui soient propres ; comment imaginer alors qu'il puisse ou doive poursuivre des buts finaux qui lui soient propres ! De même qu'il serait réduit d'après eux, sur le plan économique, à l'état de partie intégrante, et à perpétuité, du capital, de même il devrait se réduire, sur le plan politique, à l'état de partie intégrante, et à perpétuité, de la Patrie, et de ses institutions représentatives (et on viendra nous dire ensuite que Mussolini et consorts ont été rayés de l'histoire !). Il est logique alors que par la bouche de Berlinguer ou de Marchais, on demande au prolétariat d'oublier pour toujours cette vieilleries absurde qu'est la dictature du prolétariat : comment un prolétariat qui n'est plus une classe (c'est du moins ce qu'on voudrait) pourrait-il aspirer à la dictature de classe, qui est la quintessence de tout ce que l'économie nationale et sa superstructure politique condamnent comme « corpo-

ratiste » ? Eternité du rapport capitaliste implique éternité du rapport démocratique, et celui-ci, pour aspirer sérieusement à l'éternité, doit se revêtir de la tenue fasciste.

Voilà l'abîme dans lequel on prétend entraîner le mouvement ouvrier. Mais de cet abîme il doit sortir, et il en sortira. Une seule voie s'ouvre devant le prolétariat pour vaincre la crise, toutes les crises : en extirper les racines, abattre le mode de production capitaliste, détruire l'édifice social et politique élevé sur ses bases. Une seule voie s'ouvre devant lui pour se défendre contre les conséquences sinon contre les causes, contre les répercussions sinon contre les lois immanentes de la crise, de toutes les crises : ne pas subordonner les exigences de vie, de travail et de lutte de sa propre classe — salaire réel proportionné au coût de la vie, réduction de la journée de travail, suppression des heures supplémentaires, égalité dans le travail des femmes et des hommes, salaire intégral aux chômeurs, autonomie des organisations de défense et de résistance économique de la classe par rapport à l'Etat — aux règles

d'une économie nationale prétendument commune. Entre ces escarmouches quotidiennes de défense contre la domination du capital et la guerre mondiale et définitive d'attaque contre le pouvoir centralisé de l'Etat, il y a, il est vrai, un saut, mais il n'y a pas de contradiction, puisque la lutte de résistance contre le capital ne peut elle-même être menée à fond que par une classe qui garde les yeux fixés sur le pôle magnétique de la victoire révolutionnaire, qui perçoit la bourgeoisie à tout moment comme une classe étrangère, dominatrice, ennemie, et qui, précisément pour cela, se refuse à subordonner sa propre action quotidienne aux besoins et aux impératifs de cette classe ennemie.

Seule peut défendre aujourd'hui son maigre salaire, seule peut se battre pour une durée du travail moins infâme une classe qui a inscrit sur son drapeau : « Abolition du travail salarié ! » — et qui sait que, traduit en termes historiques, le mot d'ordre signifie : « Dictature du prolétariat sous la conduite du parti de classe, voie de passage nécessaire vers le socialisme ».

## A bas la famille ! Vive le marché ?

Le Nouvel Observateur (n° du 15-11) a demandé à certaines « personnalités » ce que sera la famille dans cent ans. Parmi les réponses, généralement ineptes, relevons celle de M. Alain Krivine.

Le leader de la L.C.R. suppose qu'en 2067 la famille a déjà si bien disparu, qu'« une petite Justine de cinq ans » doit recourir à la mémoire électronique du district pour comprendre ce que ce mot peut représenter. Voilà qui semble très sympathique, bien qu'un peu techniciste et trop optimiste quant à la rapidité de l'évolution sociale, même en admettant que la révolution prolétarienne vaincra sous peu.

Hélas, nous déchantons vite. En effet, nous apprenons que cette Justine « vit heureuse, dans une commune autonome d'une centaine d'enfants qui pourvoient à l'essentiel de leurs besoins et échangent les produits de leur activité avec les autres communes du district... ».

M. Krivine nous fait penser à ces auteurs de (non) science-fiction, qui peuvent imaginer les êtres ou les machines les plus impossibles, les mutations les plus extravagantes, mais qui sont incapables d'envisager une société sans argent ! Il conçoit facilement la suppression de la famille, mais il est incapable de concevoir la suppression de l'autonomie et de l'échange !

Or, une commune « autonome » d'une centaine d'enfants qui pourvoient à l'essentiel (!) de leurs besoins, c'est la négation de la production sociale, collective et planifiée ; des communes de ce type qui « échangent leurs produits » (à l'échelle du district ! et suivant quel autre critère que celui de la... valeur d'échange ?) c'est la négation de la mise à la disposition de la société du produit de son activité ; autonomie et échange, ce n'est rien d'autre que la pérenniation de l'appropriation privée et du mercantilisme. Le rêve de M. Krivine, oscillant de l'ordinateur au troc, c'est la négation du communisme au profit d'un « socialisme petit-bourgeois », encore plus morcelé et fragmenté que celui de Proudhon.

Le véritable socialisme n'instituera pas de « petites communes autonomes » d'enfants de cinq ans... ou plus ! Ni, d'ailleurs, de bretons, de vieillards, de femmes, de chauves, de juifs ou de cyclistes. Loin d'instituer des unités productives autonomes et échangeuses, il unifiera au contraire l'activité de tous les hommes.

Mais il faudra qu'il balaie, entre autres obstacles, l'imagerie mesquine de ceux qui veulent faire retomber l'humanité en enfance.

## Señores, du tact !

(Suite de la page 1)

L'objectif de 24 heures à des actes symboliques (!) de protestation « suivant les conditions de chaque endroit » [ils ont été à l'école de l'Europe démocratique !] ; c'est pour cela que les syndicats illégaux ne se sont pas lancés dans la grève ».

On peut s'étonner de la franchise de la bourgeoisie espagnole libérale, tellement rare « chez nous » lorsqu'il s'agit d'une revue à grand tirage. C'est qu'on n'a pas toujours le gouvernement qu'on mérite, sachant éviter les bévues. Et quelle bévue ! Car, après que cette « opposition ouvrière » ait saboté la grève, le gouvernement se félicita publiquement que celle-ci ait été un échec complet ! Et S. Carrillo de s'exclamer : « Le gouvernement aurait dû apprécier le sens des responsabilités des travailleurs et de leurs organisations syndicales » (Ibidem). Du tact, señores, du tact ! Et l'éditorialiste de Cambio 16 d'ajouter : « La seule chose qu'on a réussi avec [une telle gaffe] c'est d'affaiblir les dirigeants sensés (!) de l'opposition, donnant ainsi raison aux extrémistes ». Allez vous-en, MM. les franquistes, laissez la place à l'opposition « sensée » qui, ayant été éduquée « à l'euro-péenne », sait « jouer le jeu » de la démocratie !

L'ampleur de la journée du 12 novembre, qui a surpris ses propres « organisateurs » officiels, est à mettre exclusivement au compte de la combativité ouvrière qui, tout au long de cette année, a dû affronter tout à la fois la bourgeoisie et le régime franquiste, et le sabotage de l'« opposition » tricolore.

## Presse internationale

### EL PROGRAMA COMUNISTA N° 22 (Dic. de 1976)

- Desde el Líbano hasta Sudáfrica pasando por Europa : Las consecuencias extremas y devastadoras de la contrarrevolución staliniana
- Las Tesis de la Izquierda : Introducción  
El curso histórico del movimiento de clase del proletariado. Guerras y crisis oportunistas
- Propiedad y Capital
- Elementos de crítica política y de apreciación histórica de la Junta de Coordinación Revolucionaria latinoamericana

### Supplément, N° 7 pour la Suisse au « Proletaire » (déc. 1976)

- Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe : Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne.
- A propos des 40 heures : la lutte contre le capital pour :
  - la réduction du temps de travail,
  - l'augmentation du salaire de base, doit redevenir quotidienne.
- Dubied : une base combative battue par la coalition Syndicat-Etat.

# L'impérialisme français persécute les révolutionnaires iraniens

L'incarcération, la torture et l'inculpation de deux dirigeants étudiants iraniens opposants au régime du Shah, accusés d'un attentat contre le chef de la police secrète iranienne en France alors que de toute évidence ils n'en étaient pas les auteurs, ainsi que l'expulsion de quatre témoins à décharge en violation des règles élémentaires de la légalité bourgeoise, ont posé à nouveau le problème des principes, des buts et des moyens de la défense des combattants anti-impérialistes par le mouvement ouvrier des métropoles. Pour cette défense, il existe trois positions fondamentales.

La première, la seule classiste et révolutionnaire, impose de défendre *inconditionnellement* des militants, qu'ils soient ou non « coupables » des « crimes » dont les accuse la justice *impérialiste*, pour les arracher à ses griffes en cherchant à mobiliser les ouvriers sur le terrain de classe, sans négliger pour autant de se servir des mécanismes juridiques (et de la tribune qu'ils peuvent fournir) dans la mesure où ils peuvent être utiles, mais en sachant qu'en définitive le résultat, même sur ce terrain, est déterminé essentiellement par un rapport de force entre les classes établies ailleurs que dans les tribunaux ou les coulisses de l'Etat.

Une telle voie n'existe aujourd'hui qu'à l'état moins qu'embryonnaire. Mais il faut la préparer avec la claire conscience que la violation par la bourgeoisie de sa propre légalité est la conséquence inéluctable d'une atta-

que dirigée par elle, non pas contre la Loi, mais contre un *mouvement vivant* de forces anti-impérialistes, et ce en plein accord avec l'esprit de la démocratie, en tant qu'une des formes possibles de l'organisation interne de la bourgeoisie et des conditions externes de sa domination de classe. Il est nécessaire de la préparer en voyant dans ces attaques l'annonce d'affrontements autrement plus durs — et autant d'armes que la bourgeoisie impérialiste fournit à son corps défendant contre l'opium des illusions démocratiques et pacifistes.

C'est une telle défense que tendaient à demander les éléments les plus radicaux des étudiants iraniens et des travailleurs et étudiants originaires d'autres semicolonies qui les ont appuyés, lorsque, en faisant appel à la solidarité anti-impérialiste internationale, ils ont dénoncé avec courage et énergie la répression de l'Etat français comme le résultat de la défense des intérêts économiques et politiques de l'impérialisme français en Iran, et comme l'annonce d'une nouvelle période de persécution des militants anti-impérialistes non seulement en France mais dans toute l'Europe impérialiste par l'action toujours plus coordonnée des gouvernements, et ont exigé la libération et l'acquiescement *inconditionnels* des camarades détenus et le retour *immédiat* en France des expulsés (1).

La seconde voie est celle des partis opportunistes et social-chauvins qui contrôlent le prolétariat.

Ceux-ci ne défendent ni le mouvement anticolonial, ni les militants anti-impérialistes. Ils défendent *contre eux* l'application de la Loi, et c'est seulement dans certains cas, comme conséquence, d'ailleurs non inéluctable, de cette défense de la Loi, qu'ils consentent à « agir » — parce que la systématisation de ces atteintes à la légalité peut entraver leur propre liberté de mouvement, et les privilèges avec lesquels l'impérialisme paie leurs services. C'est ainsi qu'une fois la grossièreté de la machination devenue trop évidente, le P.S. a demandé la liberté *provisoire* des inculpés (trois semaines après leur arrestation !) et que *L'Humanité* a attendu un mois pour titrer, le 1<sup>er</sup> décembre, « Pas de preuves contre les patriotes iraniens », en se gardant de plus d'exiger leur libération.

La troisième voie est celle des forces qui, reculant devant un choix *inéluctable*, se proposent de marier les deux précédentes, fût-ce tactiquement, alors qu'elles sont irréductiblement opposées, en brouillant la manière classiste de poser les problèmes — et donc en retardant la maturation d'une force de classe, comme si l'opportunisme pouvait à ces conditions accepter plus facilement de reprendre à son compte certaines exigences d'une défense réelle. C'est la voie qu'ont emprunté la L.C.R., Révolution !, l'O.C.-G.O.P., le P.C.R., L.O. et le Cedetim, qui dans leur campagne pour leur meeting commun du 29 novembre à Paris ont dû passer sous silence le rôle de l'impérialisme français,

transformer les militants anti-impérialistes en « antifascistes étrangers en France », taire le caractère inconditionnel et immédiat des revendications avancées, faire porter l'accent sur la violation des « libertés » et non sur la répression d'un mouvement et de ses militants, tout ceci en ne proposant aucun moyen d'action, et en réduisant ainsi « l'appui » à des phrases. C'est une voie qui conduit à freiner et à paralyser toute action conséquente, alors que seule la lutte résolue contre l'impérialisme et l'influence de l'opportunisme pourrait regrouper des énergies saines et décidées et préparer une force réelle de classe, tout en exerçant comme résultat dérivé une forme de pression sur les partis « ouvriers » qui seule pourrait les contraindre à favoriser la solution de cas individuels, sans pour autant compromettre la tâche de démolition de leur influence anti-classiste et contre-révolutionnaire.

Rien d'étonnant dans ces conditions que finalement les militants anti-impérialistes se voient contraints de faire des grèves de la faim et de subir l'« aide » d'organisations qui sont au service de l'ordre impérialiste, comme l'Eglise ou Amnesty International. Cette dernière, qui joue un rôle grandissant, est étroitement liée à ces cavernes de brigands que sont l'O.N.U. et le Conseil de l'Europe, auprès desquels elle a un statut consultatif, et l'Organisation des Etats Américains — sous la botte de fer des U.S.A. — avec laquelle elle a des « relations de coopération » à travers de la Commis-

sion interaméricaine des Droits de l'Homme. Son but central est, selon ses propres termes, d'œuvrer « pour la libération politique de tout personne emprisonnée [...], pourvu qu'elle n'ait pas usé de violence ni été l'instigateur d'actes de violence » et de réclamer que « tout prisonnier politique soit jugé [...] en un procès franc et loyal ». (*Rapport d'activité 1975-1976*). Dans le cas de l'Iran, où elle compte entre 25 000 et 100 000 prisonniers politiques, elle affirme avoir « réuni des informations dignes de foi sur un certain nombre de prisonniers politiques pour lesquels il est clair qu'ils n'ont été engagés dans aucune action violente », et se propose de faire libérer... 118 prisonniers ! La fonction de cette orientation de principe revient à isoler les révolutionnaires et à concentrer la répression sur eux : rien que la répression *légitime*, mais toute la répression *légitime*. En somme, le rêve, utile pour l'impérialisme, mais néfaste pour les travailleurs, d'une dictature bourgeoise propre.

A vouloir ménager les obstacles politiques qui s'interposent entre les positions de classe et le prolétariat, on ne fait que les rendre plus épais, et entraver de surcroît la radicalisation des mouvements anti-impérialistes.

(1) Cf. les *Dossiers* nos 1 et 2 sur la machination politique et policière de la Police française et de la Savak, publiés par la Confédération des étudiants iraniens.

## Militarisme et révolution

(suite de la page 1)

Une telle position est incompréhensible pour qui ne reconnaît pas le cours contradictoire du capitalisme : ce dernier est utile au socialisme — bien plus, il en est sa condition économique, sa prémisses indispensable — dans la mesure où il brise l'économie locale et crée un réseau productif interdépendant non seulement à l'échelle nationale, mais aussi planétaire. Mais cela le capitalisme le fait en poussant à la lutte les larges masses avant que les conséquences du capitalisme, les crises et guerres de destruction, ne deviennent insupportables pour la société elle-même. C'est ainsi que le parti marxiste prépare, dans la lutte contre les effets catastrophiques du capitalisme et des trusts, la force sociale capable au moment propice de l'abattre.

Peut-être semblera-t-il que nous nous sommes éloignés du sujet. Mais si nous avons fait ce rappel, c'est parce que, pour Lénine comme pour nous, « ce raisonnement est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple ». Passe pour les trusts, dira le petit bourgeois incapable de saisir la nature contradictoire et dialectique de la réalité.

Passe pour les trusts... car l'expérience concrète lui enseigne que la grande surface est économiquement supérieure à la boutique du quartier, même si cette dernière est plus « humaine », comme on dit (l'ouvrier qui a déjà une petite expérience de la lutte, n'hésite pas, lui : il sait que le trust est

infiniment plus favorable à l'ouvrier que le petit capital, non pas bien entendu parce que l'ouvrier pourrait compter sur la sollicitude du grand capital, mais parce que les conditions de production et la concentration des travailleurs rendent le terrain de la lutte prolétarienne plus solide, même si le capitaliste s'ingénie par tout un tas de combines à retarder cette lutte).

Passe pour le trust, dira le démocrate, mais le militarisme ! La guerre, la violence, la discipline militaire : il y a là évidemment une limite infranchissable pour lui. Mais nous, qui ne faisons pas une opposition métaphysique entre le socialisme et la violence (qui deviennent pour le démocrate le Bien et le Mal), nous sommes plus à l'aise pour considérer ces problèmes. De plus le prolétaire peut les comprendre car ils sont l'expression théorique de l'expérience concrète d'une lutte qu'il ne peut mener efficacement qu'en se plaçant sur le terrain de l'action directe et sans renoncer à l'utilisation de la violence, de la force et de la discipline que lui enseigne le capitalisme dans ses bagnes productifs et dans ses guerres.

Revenons donc à Lénine :

« Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Com-

ment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient l'exemple de la Commune ? Il ne s'agit pas d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait ». (idem, pp. 89-90).

La méthode marxiste consiste à établir que la tendance à la militarisation est inévitable : elle est un besoin profond du capitalisme et en même temps le talon d'Achille du militarisme bourgeois, la contradiction dans laquelle il s'empêtre et qui doit le faire mourir. Le marxisme ne « soutient » pas plus la militarisation, ne « revendique » pas plus la militarisation qu'il ne « soutient » ou ne « revendique » les trusts : en luttant contre les effets insupportables du militarisme qui poussent les masses à la révolte, et en liant cette lutte à une propagande insistant sur l'exigence de le détruire par la révolution communiste, il contribue à la constitution de la force capable de réaliser cette tâche. Cette perspective est parfaitement établie par Engels :

« L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple — ouvriers de la ville et des champs et paysans —, a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était *bourgeoise* et non prolétarienne, — l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondit à leur situation de

classe —, le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement par l'intérieur du militarisme et avec lui, de toutes les armées permanentes ». (*Anti-Dühring*, Ed. sociales, p. 203).

Comme on le voit, si le militarisme « périt de la dialectique de son développement », il n'y a dans la pensée d'Engels aucun fatalisme : le militarisme ne périt pas en vertu d'une dialectique désincarnée ; mais la dialectique de son développement traduit un mouvement réel, dans lequel le prolétariat se donne une *volonté propre* qui le rend capable d'arrêter la machine et de la tourner contre la bourgeoisie. D'où lui vient cette volonté propre ? Du Parti, dans la mesure où, dans sa lutte contre le capitalisme et le militarisme, le prolétariat est influencé par le parti révolutionnaire qui donne à la classe dont il concentre les énergies et dirige le mouvement, « unité de volonté, de pensée et d'action ».

Pour que cette dialectique devienne opérante, il faut donc le long travail de préparation du parti qui « arme les ouvriers du désir de s'armer », qui organise leurs forces sur le terrain de leur lutte contre le patron et la guerre, qui amène les éléments les plus avancés à se placer sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme, qui profite des réactions contre le militarisme pour avancer l'exigence de la révolution communiste, qui fait pénétrer au sein de l'armée bourgeoise les antagonismes qui existent entre les classes, qui mène un travail de démolition systématique de l'institution militaire et qui donne au prolétariat suffisamment d'assurance et de détermination pour qu'au moment de la crise révolutionnaire les exploités sous l'uniforme puissent franchir le cap de la désobéissance vis-à-vis de la hiérarchie militaire et que les meilleurs régiments fusionnent avec la Garde rouge prolétarienne pour démanteler dans l'affrontement militaire la hiérarchie des officiers et les troupes spéciales qu'elles encadrent.

Tel est le programme militaire de la révolution prolétarienne ; tels sont les principes que les communistes véritables ne sauraient enfreindre dans leur lutte antimilitariste ni même dans leur soutien aux luttes des soldats. Bien au contraire, ils s'efforcent de démontrer dans cette lutte et dans ce soutien le besoin de se relier à ce programme et à ces principes.

(à suivre).

### permanences du parti

#### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 9 janvier de 10 à 12 heures, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

#### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 15 décembre et le 12 janvier, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 19 décembre, et 2 et 16 janvier, de 10 à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 8 janvier, et en général le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

#### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 18 décembre, et 1<sup>er</sup> et 15 janvier, ainsi qu'en général tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis de chaque mois, de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite : « Atelier ».

### Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montcholsy  
LAUSANNE 19

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

### Solidarité avec les ouvriers polonais !

Les ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus qui ont joué un rôle de premier plan dans les luttes de juin n'ont pas encore plié l'échine. Dans une lettre envoyée au secrétaire du Parti ouvrier unifié, Gierek, les 899 salariés de cette usine demandent la réintégration de tous leurs camarades licenciés à la suite des événements de juin, aux mêmes conditions qu'avant et avec le paiement du salaire pour tout le temps qu'ils ont été en chômage. Il s'agirait, selon le Comité de soutien aux victimes de la répression, d'environ 200 travailleurs. Le travail ne pourra reprendre régulièrement, disent leurs camarades, que s'ils sont réembauchés. Selon le même Comité, il y aurait eu au moins 11 morts en juin, et non 2 comme le prétendent les autorités. Les ouvriers d'Ursus répondent ainsi clairement à Gierek et à tout l'appareil de pouvoir polonais qui, comme cela se passe du reste dans tous les pays, avait qualifié de « provocateurs » les prolétaires les plus combattifs.